

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 27/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/01/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **IMT Mines Albi**

Centre RAPSODEE -Plateforme VALTHERA  
Campus Jarlard - Route de Teuillère  
81013  
81000 Albi

Références : 81-DECHETS-2023-03  
Code AIOT : 0006809698

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2023 dans l'établissement IMT Mines Albi implanté Parc Technopolitain Albi Innoprod Chemin de la Teuillère 81000 ALBI. L'inspection a été annoncée le 12/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IMT Mines Albi
- Parc Technopolitain Albi Innoprod Chemin de la Teuillère 81000 ALBI
- Code AIOT : 0006809698
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'école des Mines d'Albi-Carmaux a été autorisée par arrêt préfectoral du 23 octobre 2013 à exploiter une installation de recherche de valorisation thermique de déchets (désignée VALTHERA). Cette installation dépend du centre de recherche RAPSODEE de l'école. Elle est implantée dans le Parc Technopolitain Albi Innoprod.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
- prévention de la pollution atmosphérique ;
- déchets ;
- prévention des risques technologiques.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 2.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 2.2.3	/	Sans objet
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.3	/	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.7	/	Sans objet
5	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.3	/	Sans objet
6	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.5	/	Sans objet
7	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.6.1	/	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.6.2	/	Sans objet
9	Déchets	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.6.3	/	Sans objet
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Prescriptions particulières relatives à l'installation de valorisation éner	Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.6.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un constat met en évidence une non-conformité pour laquelle il est proposé de transmettre une lettre de suite préfectorale à l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et traitement des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales potentiellement polluées (voiries, parking) sont dirigées vers le réseau d'eau pluviale de la zone, après passage préalable dans un séparateur à hydrocarbures.  Le séparateur fait l'objet annuellement d'une vidange complète et d'une visite de vérification des principaux organes de fonctionnement par une entreprise spécialisée.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la dernière attestation d'intervention pour l'entretien du séparateur.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 2 : Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 2.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte et traitement des eaux résiduaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux industrielles sont dirigées vers une cuve placée sous rétention. Ces effluents constituent des déchets qui doivent être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que les équipements de recherche mis en œuvre sur la plateforme VALTHERA ne génèrent aucun effluent industriel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation de traitement des effluents gazeux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations sont formalisées dans la procédure de fonctionnement "Pilote de gazéification GASCLEAN" rédigée en août 2018. Cette procédure précise les vérifications à réaliser lors de la mise en service des différents organes du pilote.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse préalable avant lancement d'une campagne de mesures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au préalable au lancement d'une campagne d'essais, l'exploitant établit, sous sa responsabilité, un dossier d'analyse préalable comprenant au moins les éléments suivants: <ul style="list-style-type: none"><li>• caractéristiques physiques et chimiques des déchets dont la teneur en composés précisés par l'article 6.6.2. du présent arrêté ainsi que le pouvoir calorifique de la matière ;</li><li>• quantités maximales des déchets mis en œuvre dans le cadre de l'essai ;</li><li>• caractéristiques des rejets susceptibles d'être générés par les essais ;</li><li>• description et justification des procédés de traitement des rejets retenus ;</li><li>• description et justification du type d'autosurveillance retenue (nature et fréquence d'analyse, modalités de mesures...);</li><li>• définition des conditions opératoires acceptables en fonction des paramètres analysés et des mesures à mettre en place en cas de dérive (actions à mettre en place dans l'obtention de résultats en dehors du cadre attendu ;</li><li>• résultats de la vérification préalable de l'étalonnage des appareils analytiques avant essai.</li></ul> Ces dossiers d'analyse préalable sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a demandé à consulter le dossier d'analyse préalable de la campagne d'essai réalisée le 28/04/2021 (référence VAL-Gr-SCADHS21). L'exploitant précise qu'il n'établit pas de dossier d'analyse regroupant les documents demandés pour chaque campagne d'essai. Ces éléments ont néanmoins été présentés à l'inspection.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra rassembler dans un dossier propre à chaque campagne d'essais les éléments demandés dans la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédure de gestion des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets produits par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'enlèvement des déchets est réalisé par la société TRIADIS Services (marché n°2020-ALB010M) en deux campagnes par an (juin et décembre).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Elimination des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement des déchets. Ce registre est conservé pendant au moins cinq ans. L'exploitant émet un bordereau lors de la réexpédition des déchets. Le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour "les collecteurs et les transporteurs", pendant cinq ans dans les autres cas. L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> Le registre chronologique est tenu par la société titulaire du marché d'enlèvement des déchets. L'exploitant dispose d'un accès informatique à ce registre. Ce dernier a été présenté à l'inspection lors de la visite.  L'exploitant utilise la plateforme Trackdéchets pour émettre ses bordereaux. L'inspection a consulté le BSD n°20230103-FYCK4PM4S concernant l'enlèvement de solvant (CED 07 01 04*).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mâchefers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les cendres des fours (mâchefers) sont :  <ul style="list-style-type: none"> <li>• soit traitées en tant que déchets selon les dispositions de l'article 4.5. Elles sont éliminées que dans les seules installations qui y sont explicitement autorisées par arrêté préfectoral pris au titre du titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;</li> <li>• soit, uniquement pour les mâchefers de déchets non dangereux, valorisées dans les conditions fixées par l'arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. La teneur maximale en imbrûlés dans les mâchefers mesurée sur les produits secs ne doit pas dépasser 3%.</li> </ul> Les mâchefers sont stockés dans un conteneur entreposé sur un sol imperméable et à l'abri des eaux pluviales et de ruissellement.  Pour tout autre type de valorisation, l'exploitant en fera la demande à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'utilise que de la biomasse végétale lors des campagnes d'essais.  Les résidus de la gazéification ne sont donc pas des mâchefers mais du charbon.  En accord avec la communauté d'agglomération de l'Albigeois, ce déchet non dangereux est jeté dans la poubelle des ordures ménagères.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cendres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les cendres volantes recueillies au niveau des filtres doivent être stockées dans un container fermé à l'abri.  Elles ne peuvent être éliminées que dans les seules installations qui y sont explicitement autorisées par arrêté préfectoral pris au titre du titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant indique que les équipements de recherche mis en œuvre sur la plateforme VALTHERA ne génèrent pas de cendres volantes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 4.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Boues de lavage des gaz
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les boues provenant du lavage des gaz de combustion doivent être stockées dans une benne placée sur aire étanche munie d'une rétention. Elles ne peuvent être éliminées que dans les seules installations qui y sont explicitement autorisées par arrêté préfectoral pris au titre du titre 1er du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que dans son processus de gazéification il n'y a pas de lavage des gaz de combustion.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des stocks des produits dangereux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection le plan général des stocks de produits dangereux présents dans l'installation. Il a également présenté le logiciel de gestion du risque chimique Quark Safety qu'il utilise pour recenser les produits dangereux qu'il détient. Les fiches de données de sécurité sont présentes dans le logiciel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 11 : Prescriptions particulières relatives à l'installation de valorisation éner**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/2013, article 6.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Provenance des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• La date de réception ;</li><li>• Le nom et l'adresse du détenteur des déchets ;</li><li>• La nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R541-8 du Code de l'environnement) ;</li><li>• L'identité du transporteur des déchets ;</li><li>• Le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li><li>• L'opération subie par les déchets dans l'installation.</li></ul> Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet